



**Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat
pour l'exercice 2008 (3278TCA)**

AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

Un rééquilibrage durable des finances publiques ?

Conférence de presse du 19 novembre 2007



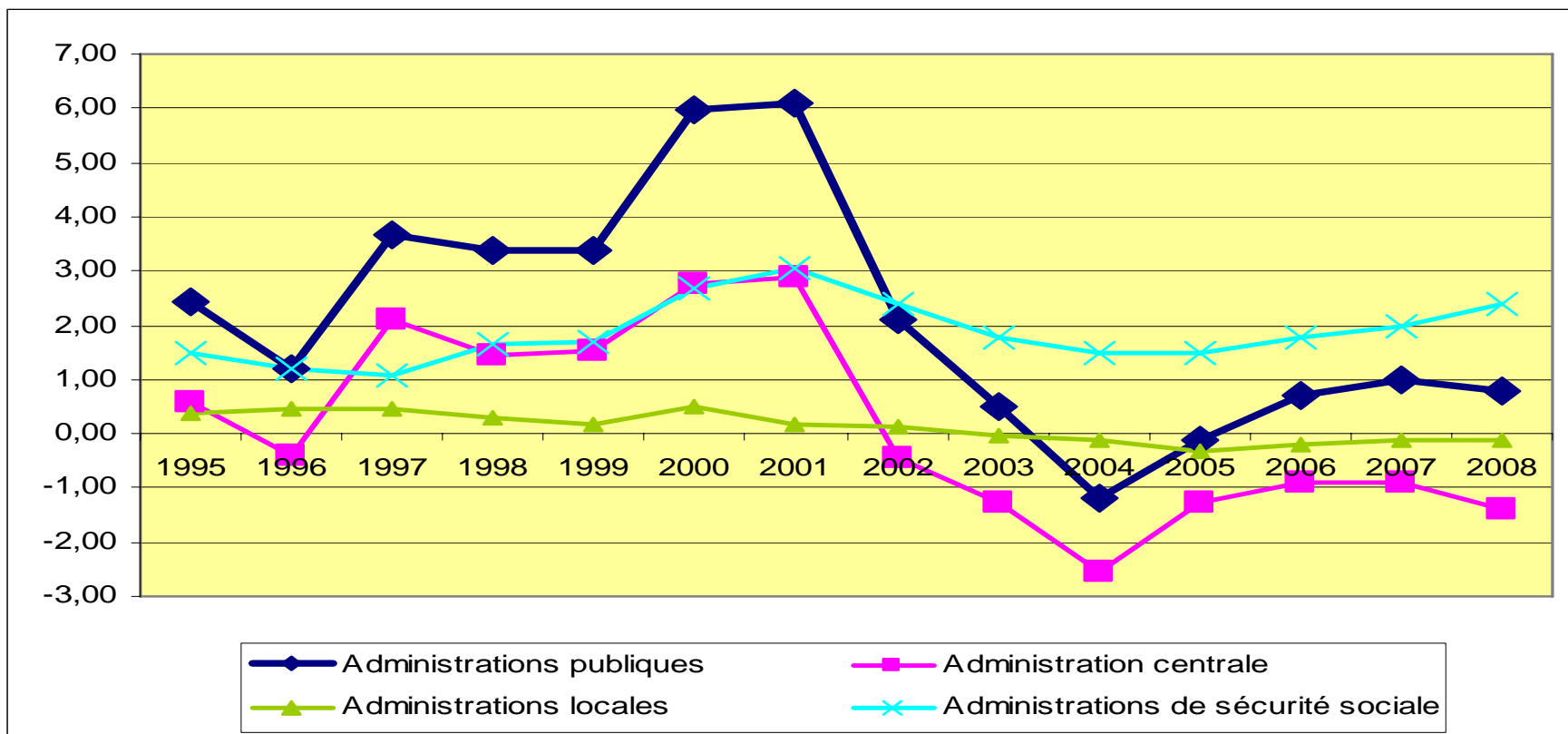
Plan de la présentation

- Situation financière de l'Etat: vue d'ensemble
- Dix recommandations de la Chambre de Commerce
- Conclusions
- Questions - Réponses



1. Situation financière de l'Etat: vue d'ensemble (1)

Soldes de l'Administration publique et de ses trois sous-secteurs (% du PIB)





1. Situation financière de l'Etat (2)

- Les Administrations publiques ont renoué avec les surplus dès 2006, soit plus rapidement qu'anticipé
- Le surplus diminuerait cependant en 2008 (impact du bonus pour enfants, ajustement de 6% des barèmes fiscaux). L'Administration centrale serait en déficit à raison de 1,4% du PIB.
- Cet équilibre demeure en outre fragile: recettes exceptionnellement élevées (croissance, Arcelor Mittal surtout en 2006) et toile de fond : grande vulnérabilité de l'économie luxembourgeoise à divers chocs externes. Décélération économique en 2008 (impact exact crise des « subprimes »?)
- Dans ce contexte, la Chambre de Commerce adresse 10 recommandations au Gouvernement dans son avis sur le projet de budget 2008



2. Dix recommandations de la Chambre de Commerce: recommandation 1

Adopter comme objectif budgétaire à moyen terme un surplus structurel des Administrations publiques d'au moins 1,5% du PIB

- 9^{ème} actualisation du Programme de stabilité: le surplus structurel serait bien inférieur à cet objectif en 2008 (0,7% du PIB, soit 300 millions EUR de moins).

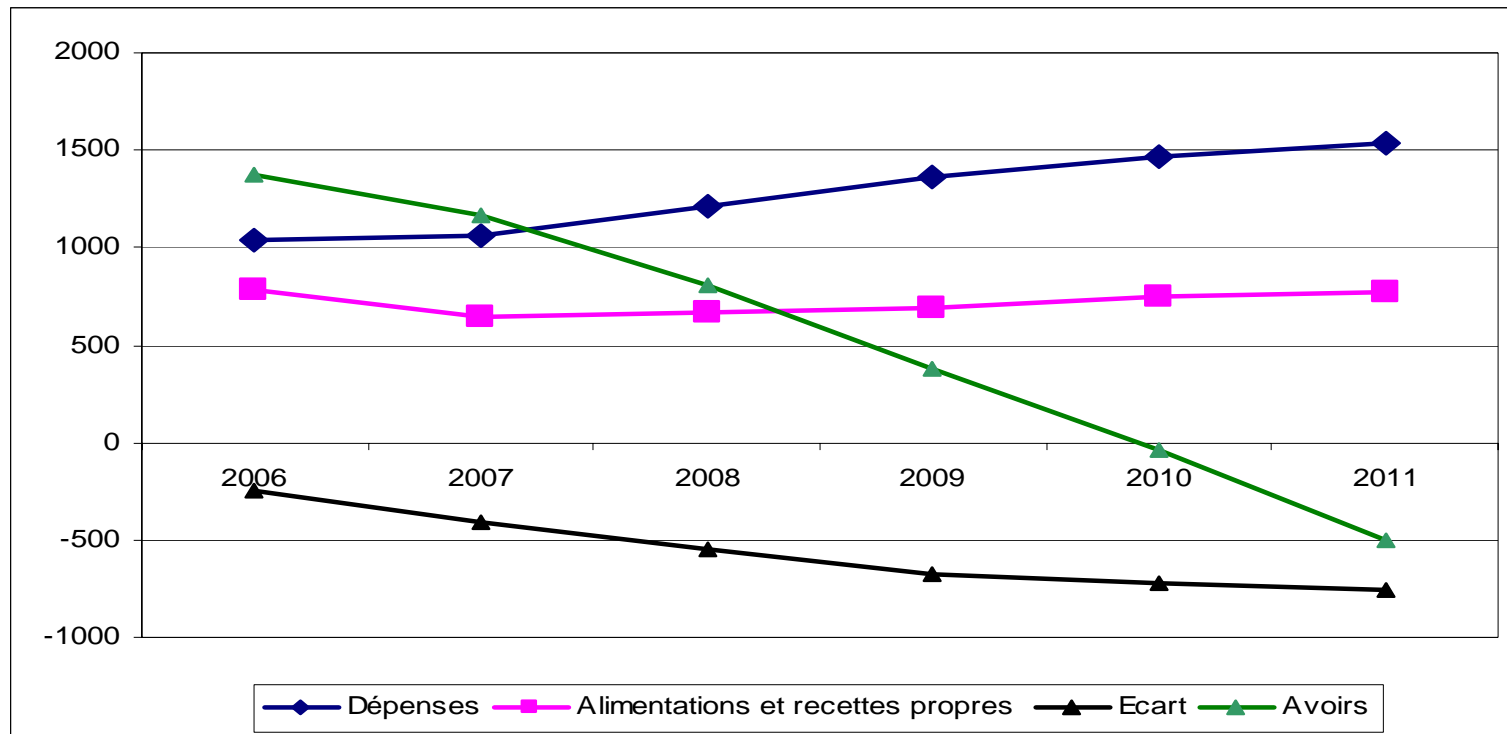
La réalisation de l'objectif de 1,5% du PIB s'impose pourtant:

- Afin de dégager une marge de manœuvre en faveur d'un environnement fiscal plus favorable aux entreprises, contribuant à rétablir la compétitivité de l'économie luxembourgeoise
- Afin de financer anticipativement les conséquences prévisibles du vieillissement de la population. Tout retard en la matière serait hautement préjudiciable.
- Afin de faire face à la forte fragilité intrinsèque des recettes.
- Afin de restaurer les actifs des fonds d'investissement publics.



2. Recommandation 1 (suite)

Le programme pluriannuel des dépenses en capital est incompatible avec cet objectif (avoirs, en millions EUR):





2. Recommandation 2

Economiser en 2008 un montant de l'ordre de 200 millions EUR afin de se rapprocher du surplus structurel de 1,5% du PIB

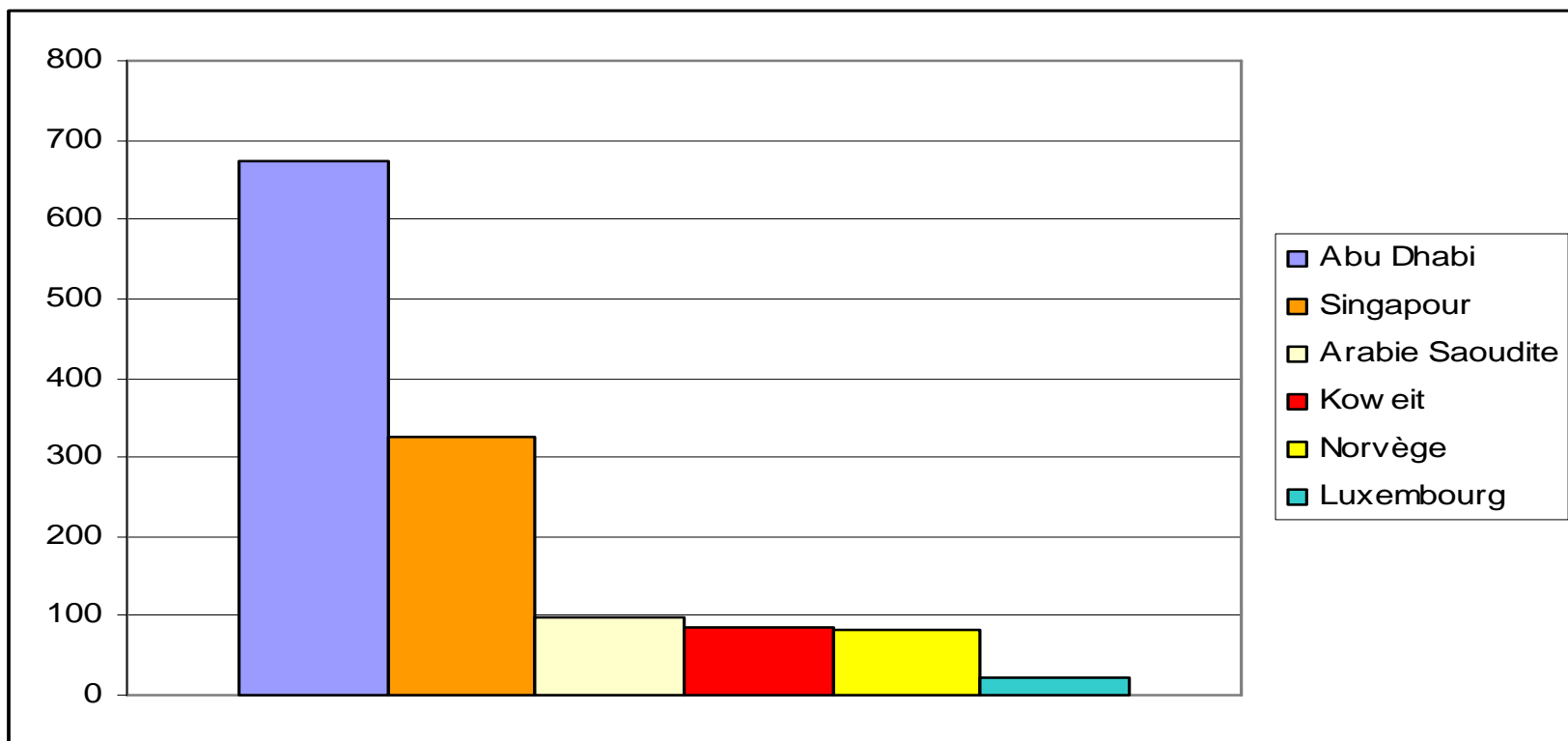
N° Article	Libellé	Projet de budget 2008	Amendements budgétaires	Economies
01.5.35.035	Contributions du Luxembourg aux missions de prévention et de gestion de crise. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	10 000 000	2 500 000	7 500 000
01.6.12.304	Prestations dans l'intérêt de l'entreposage et de la maintenance de matériel. (Crédit non limitatif)	4 134 160	3 830 000	304 000
02.0.33.000	Animation socio-culturelle : conventions avec des associations	5 194 000	4 225 000	969 000
02.0.41.012	Dotation à l'établissement public « Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine Charlotte ». (Crédit non limitatif)	8 216 000	8 000 000	216 000
Code 12	Blocage de l'ensemble de cette classe de crédits au niveau de 345 millions d'euros	355 341 805	345 000 000	10 341 805
12.4.42.010	Dotation du fonds national de solidarité destinée à couvrir les besoins résultant des obligations définies par la loi du 11 juin 2002 portant introduction d'un forfait d'éducation à allouer à certains parents agés. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	73 950 000	0	73 950 000
12.5.42.005	Prise en charge par l'Etat de l'allocation d'éducation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	71 302 000	0	71 302 000
12.5.42.008	Prise en charge par l'Etat des indemnités pour le congé parental. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	48 876 000	36 657 000	12 219 000
	Dépenses afférentes aux initiatives sociales en faveur de l'emploi : 1. Forum pour l'emploi ; 2. Proactif ; 3. Objectif Plein Emploi ; 4. Défi-Job asbl. ; 5. Eng nei Schaff asbl. ; 6. ICOPA-RTPH ; 7. COLABOR ; 8. Actions locales communes	37 098 000	28 606 000	8 492 000
	Dépenses du fonds d'équipement militaire : Avion A400M et Véhicules de reconnaissance (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	49 000 000	27 000 000	22 000 000
		663 111 965	455 818 000	207 293 965



2. Recommandation 3

Affecter une partie des excédents à un fonds souverain afin de faire face aux aléas futurs

Actifs des fonds dans divers pays, en % du PIB

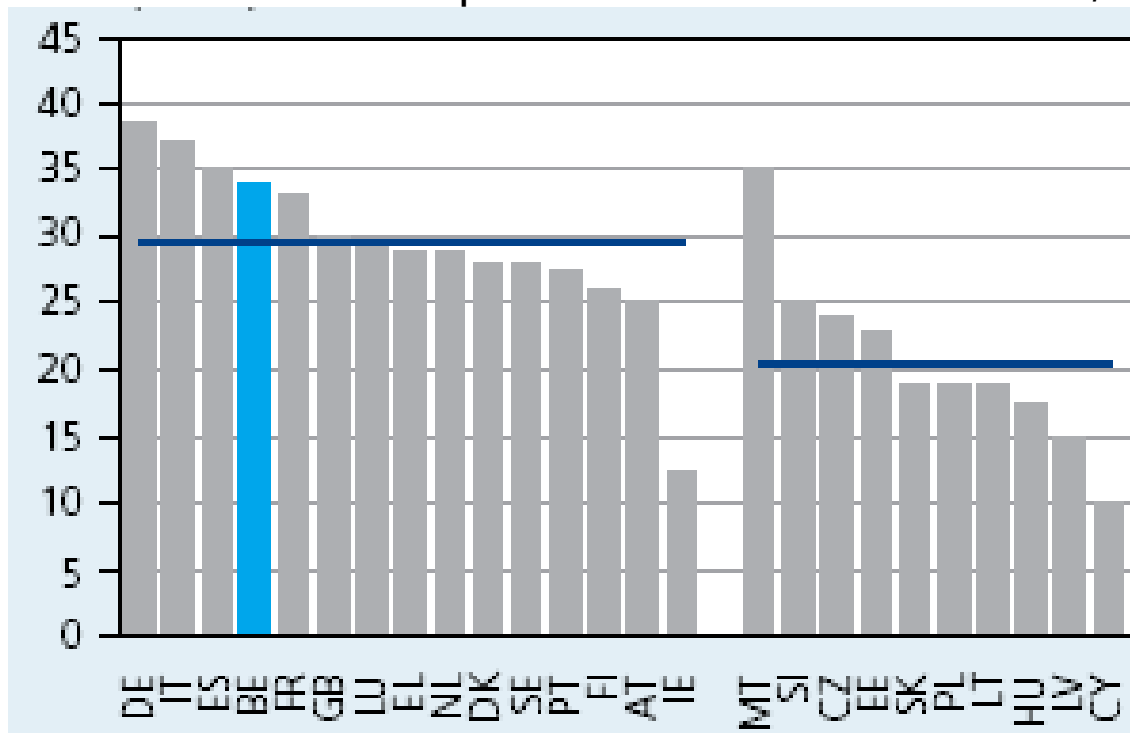




2. Recommandation 4

Renforcer l'attrait fiscal du Luxembourg, qui sur le plan européen ne se situe que dans une position médiane pour l'impôt des sociétés

Taux nominaux impôts des sociétés en 2006, en % (source BNB)

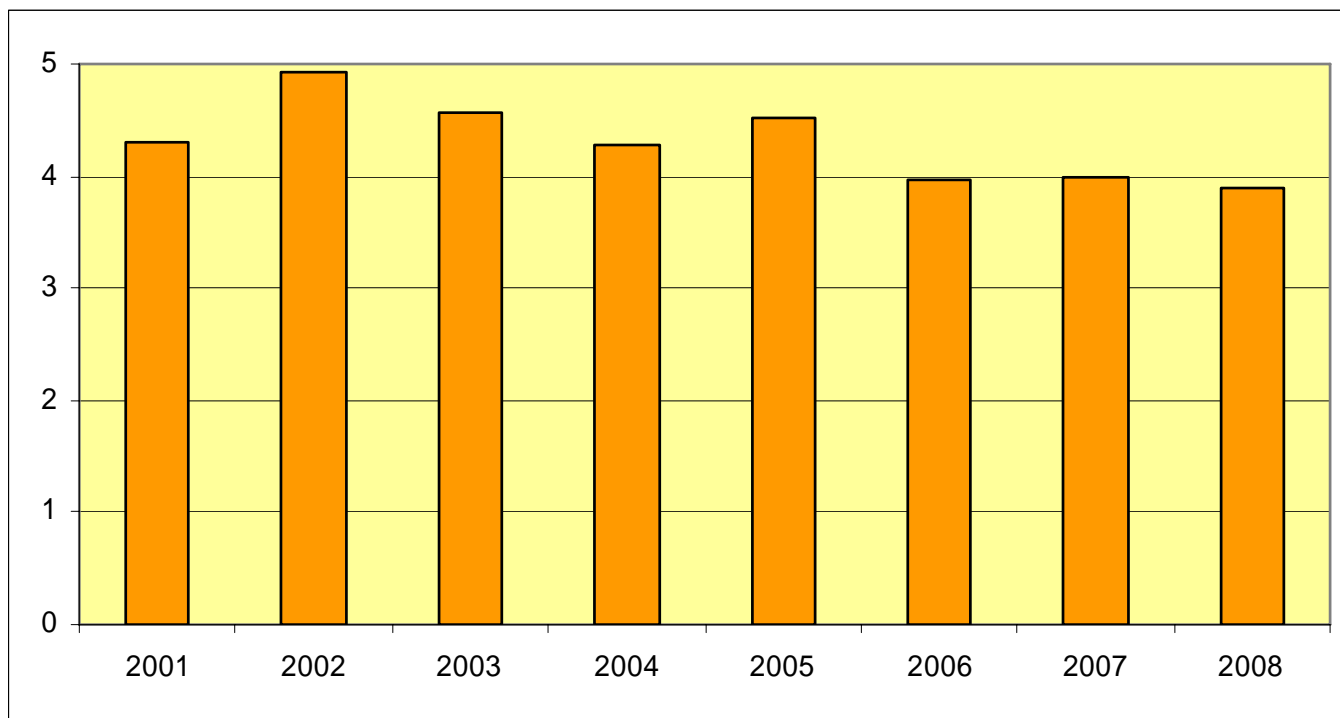




2. Recommandation 5

Maintenir à un niveau élevé les investissements publics

Investissements Admin. publiques, % du PIB (Programme de stabilité, STATEC)

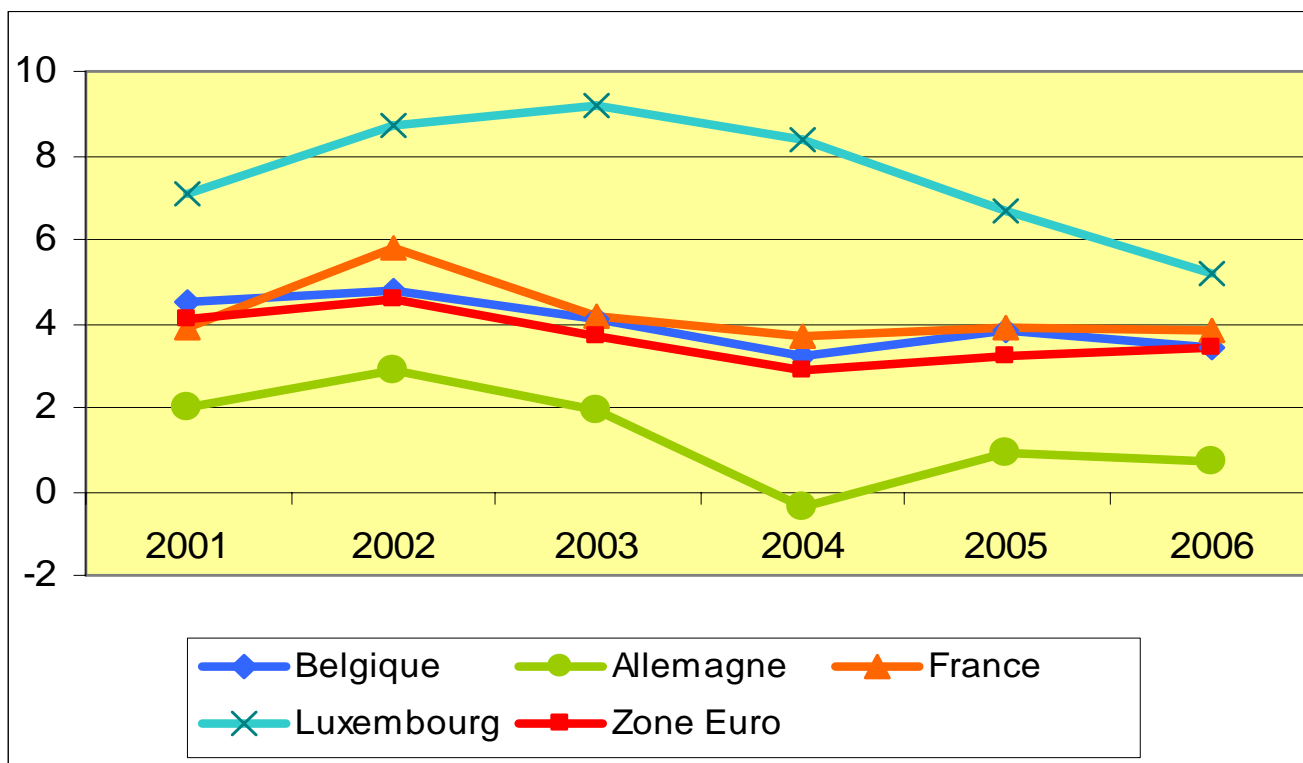




2. Recommandation 6

Remédier à la rigidité des dépenses courantes

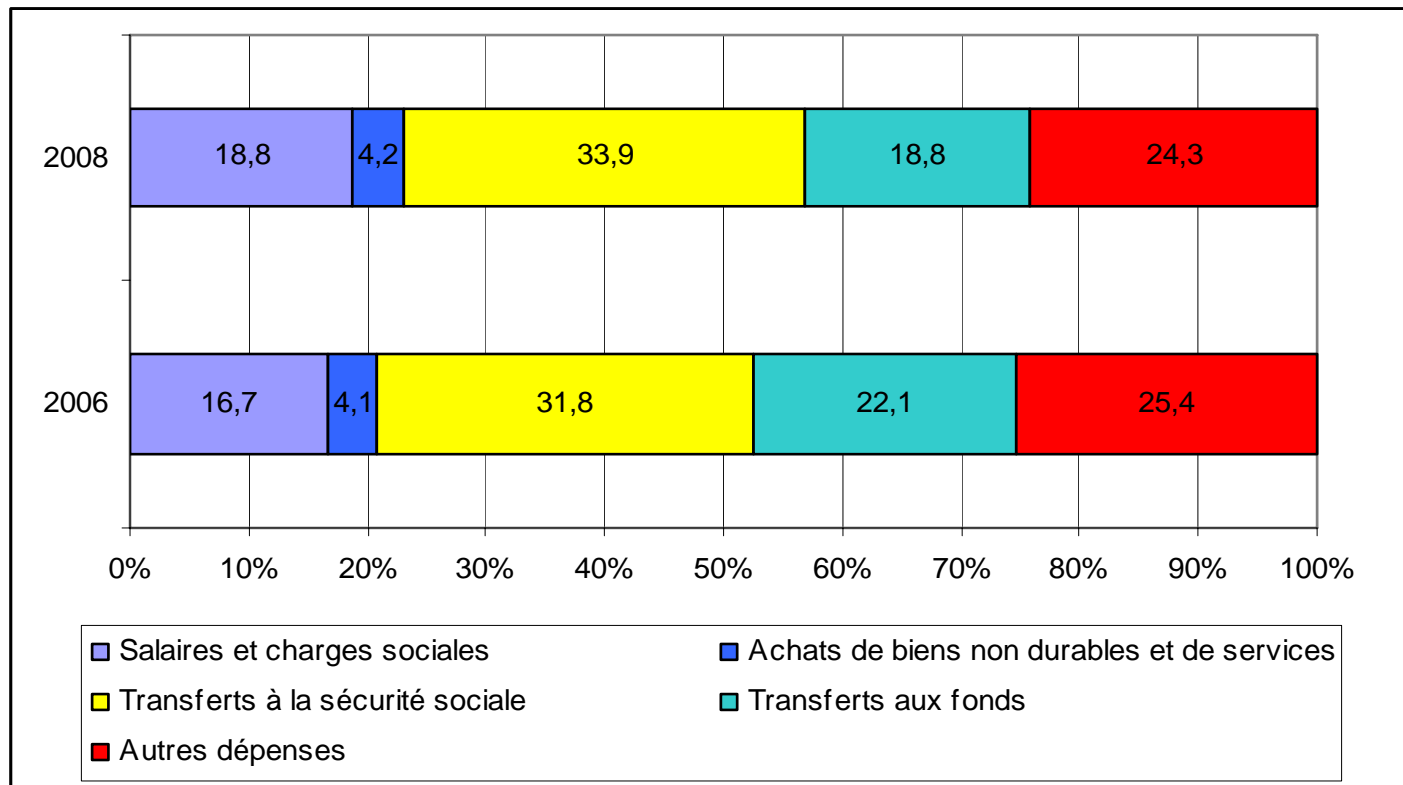
Progression des dépenses courantes en %





2. Recommandation 6 (suite)

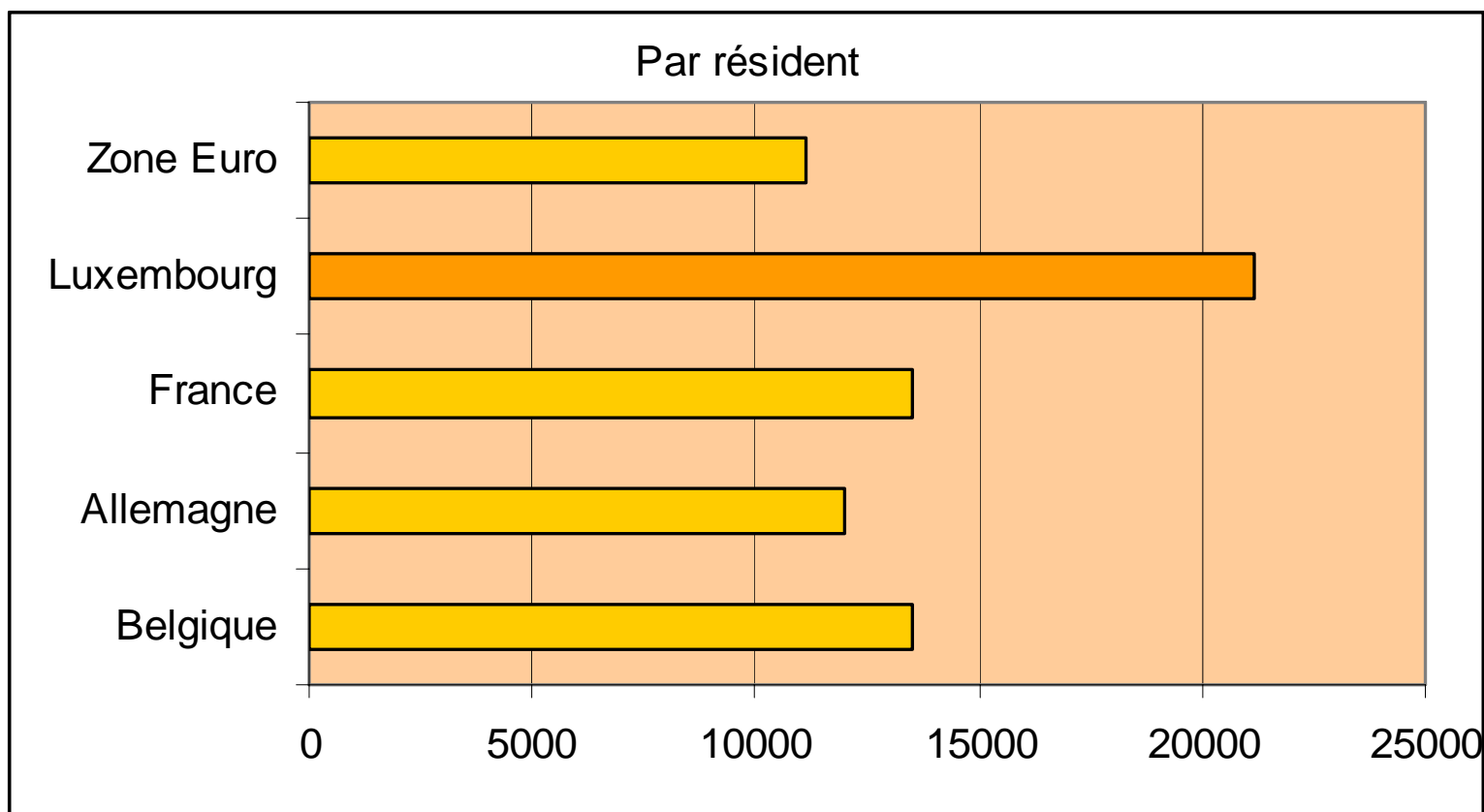
Evolution de la composition des dépenses de l'Etat central (optique nationale)





2. Recommandation 6 (suite)

Dépenses en euros par résident, 2005





2. Recommandation 7

Définir la politique budgétaire en fonction des priorités en matière de développement durable / prendre en compte toutes les interrelations entre les divers champs politiques concernés par les trois dimensions (social – économie –environnement)

- Pertinence d'objectifs sociaux et environnementaux ambitieux
- Mais les poursuivre dans une approche globale ...
- et en évitant tout cavalier seul du Luxembourg
- Analyses de coût/efficacité des mesures proposées



2. Recommandation 8

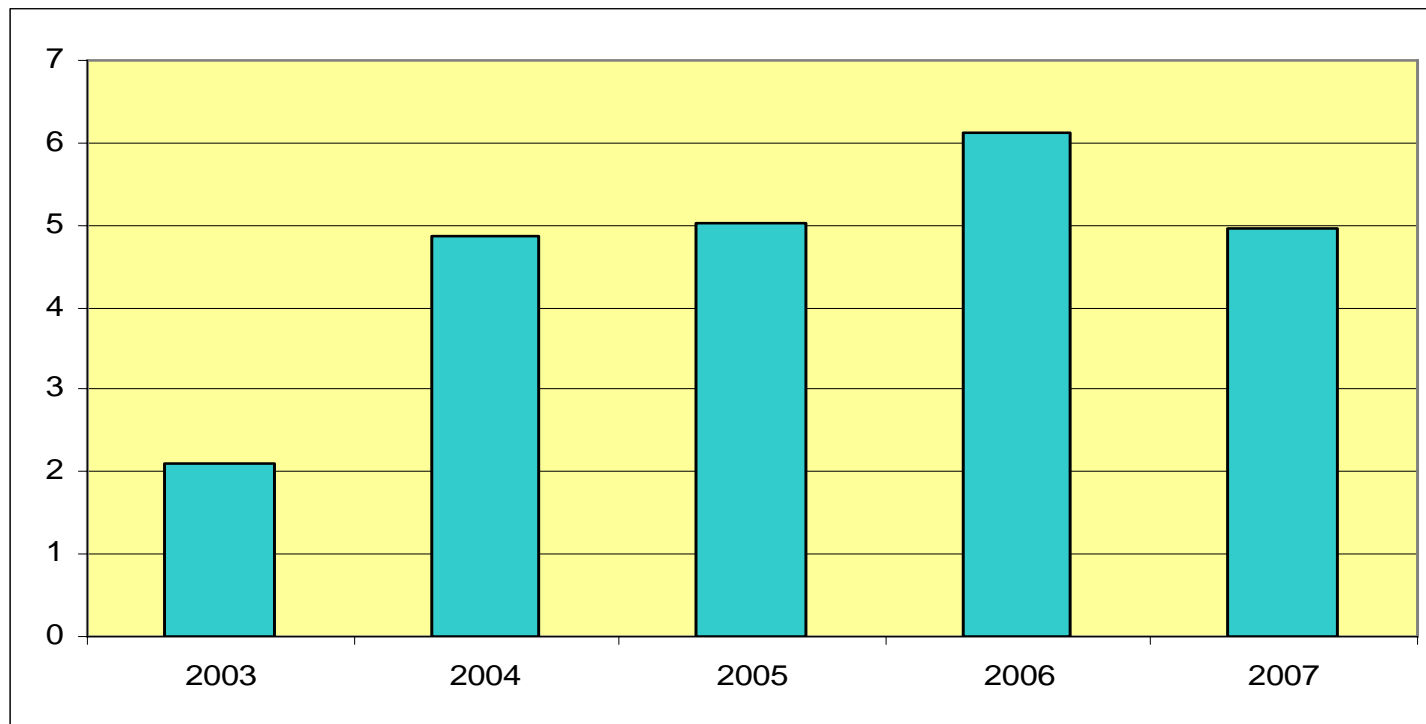
Remédier à la dichotomie entre les évolutions conjoncturelles et structurelles de l'économie

- D'une part, conjoncture favorable, d'autre part: grande rigidité à la baisse du chômage; inflation toujours supérieure à celle des pays voisins; l'Administration centrale présente toujours des déficits significatifs; les réserves des fonds sont toujours sur un trend résolument négatif; bien que faible, l'endettement public augmente.
- Diverses études ou rapports récents sont assez mitigés en ce qui concerne la compétitivité. Voir notamment le bilan de Compétitivité 2007 et le rapport WEF.



2. Recommandation 8 (suite)

Evolution conjoncturelle: croissance en volume du PIB en %





2. Recommandation 8 (suite)

- En 2008, la croissance au Luxembourg excéderait nettement celle de la zone euro. Cependant, décélération par rapport à 2006 (6,1%) et 2007 (environ 5%).
- Créations d'emplois en forte hausse, mais le chômage ne diminuerait que faiblement en 2008
- Inflation en hausse (prix pétroliers) et plus élevée que zone euro
- Projections plus incertaine qu'à l'accoutumée (crise « subprimes »):
 - impact sur économie réelle via octroi de crédit, effet richesse?
 - poursuite des turbulences sur marchés financiers ou stabilisation?



2. Recommandation 8 (suite)

Prévisions macro-économiques 2008

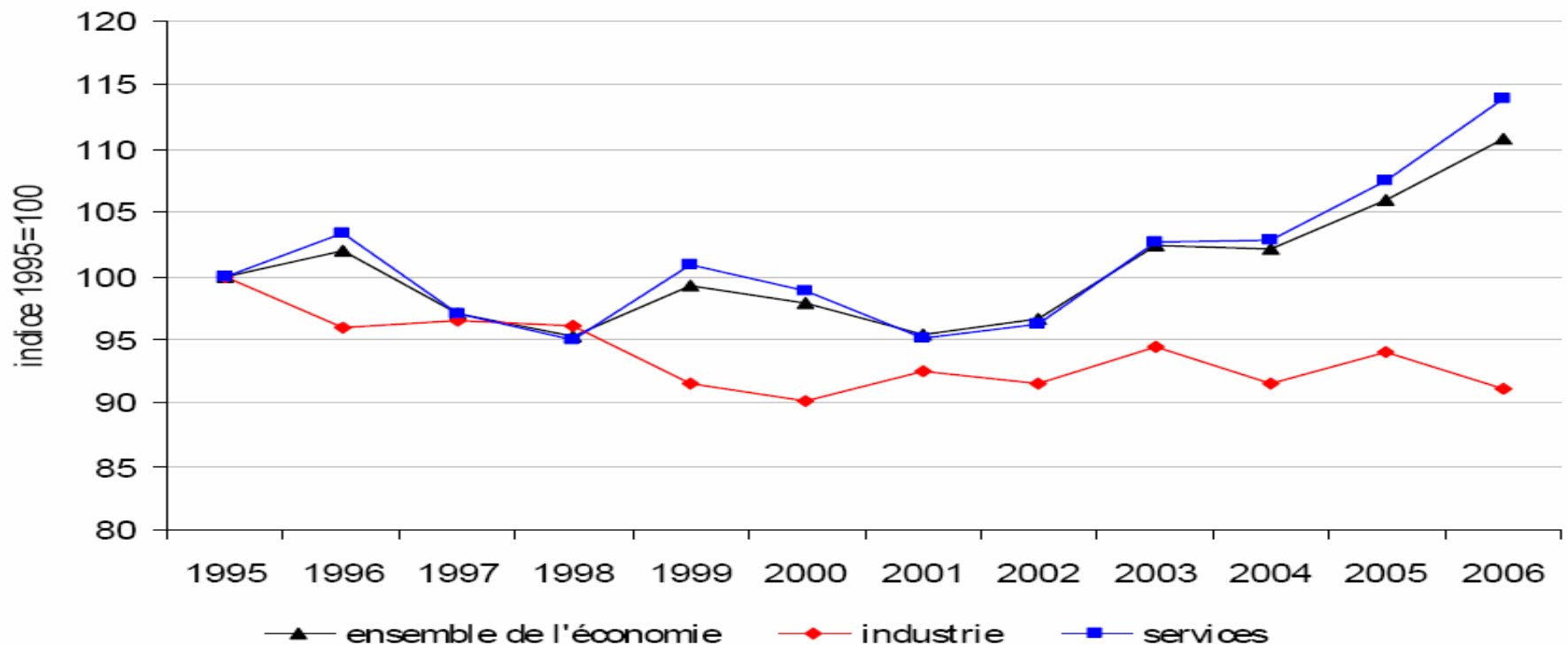
	Projet de budget 2008	Prévisions d'automne de la CE : Luxembourg	Prévisions d'automne de la CE : zone Euro
PIB en volume	+4,5%	+4,7%	+2,2%
Chômage	4,4%	4,5%	7,1%
Emploi	+3,9%	+3,6%	+1,0%
Inflation	IPCN 2,3%	IPCH 2,8%	IPCH 2,1%



2. Recommandation 8 (suite)

Evolution structurelle: soutenabilité à terme, compétitivité mitigée

Compétitivité-prix (huit principaux partenaires; Observatoire de la Compétitivité):

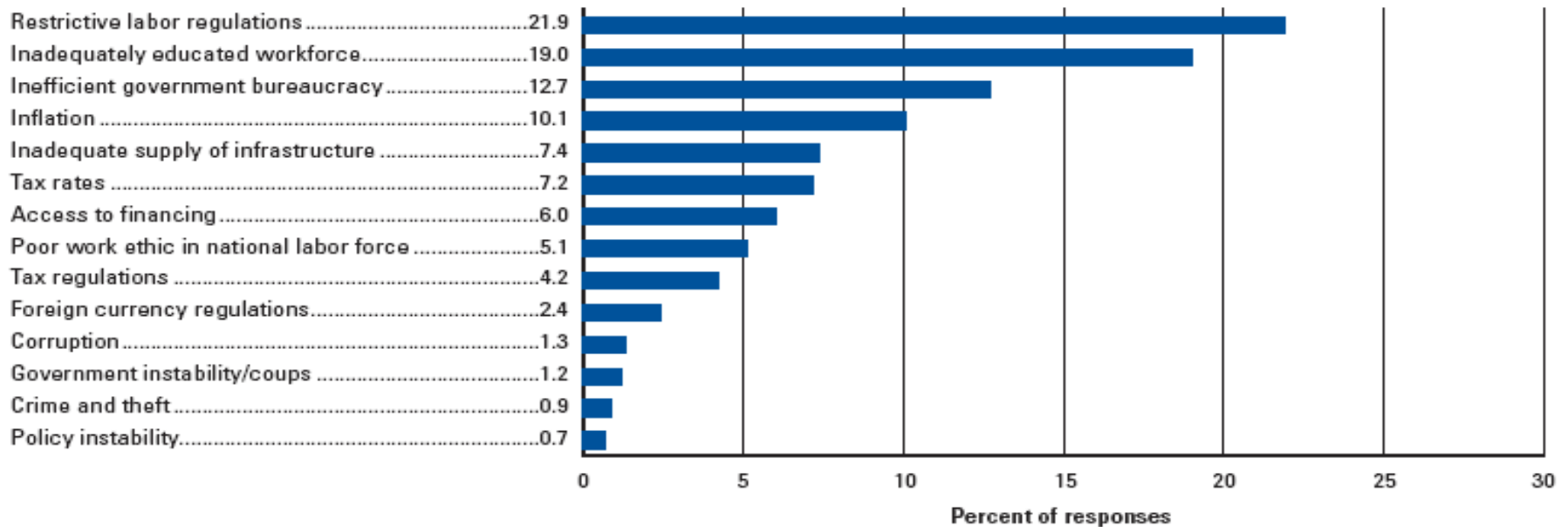




2. Recommendation 8 (suite)

Bilan de la compétitivité assez mitigé

The most problematic factors for doing business



Note: From a list of 14 factors, respondents were asked to select the five most problematic for doing business in their country and to rank them between 1 (most problematic) and 5. The bars in the figure show the responses weighted according to their rankings.



2. Recommandations 9 et 10

- *Renforcer l'efficacité des dépenses à travers un recentrage de l'action de l'Etat sur les missions prioritaires. De la présentation administrative à la structure par missions et programmes (voir LOLF en France)*
- *Poursuivre l'effort de transparence dans la présentation du projet de budget (volet III, actualisation plus précoce du Programme de stabilité)*



3. Conclusions (1)

- La Chambre de Commerce se félicite de ce que le projet de budget 2008 consacre le retour à l'équilibre des Administrations publiques amorcé en 2006. Cette amélioration découle des mesures tripartites ainsi que d'une conjoncture porteuse.
- Cependant, de nouvelles économies s'imposent dès 2008 (voir les 207 millions proposés par la Chambre de Commerce) afin de faire face aux aléas de la conjoncture (impact exact de la crise des « subprimes »?) et de converger dès que possible vers un excédent structurel des Administrations publiques d'au moins 1,5% du PIB.
- Un tel surplus permettrait de faire face à une soutenabilité défailante (pensions, assurance maladie), de restaurer le niveau des actifs des fonds spéciaux (trend résolument négatif) et de dégager une marge en faveur d'une politique fiscale plus favorable aux entreprises, dont la compétitivité stagne, voire même se détériore.



3. Conclusions (suite)

- Des excédents confortables permettraient également d'alimenter un ou des fonds souverain(s), dont les actifs permettraient au Luxembourg d'amortir d'éventuels chocs économiques futurs.
- La rigueur ne doit pas se faire au détriment des dépenses d'investissement. Les efforts doivent porter sur les dépenses courantes, d'un niveau élevé en comparaison internationale. Une présentation du budget sous la forme de missions et de programmes faciliterait cet effort de consolidation.
- La politique budgétaire doit aussi s'articuler sur les priorités en matière de développement durable et il convient de mettre l'évolution structurelle en phase avec l'évolution conjoncturelle.
- La Chambre se félicite de l'effort de transparence des auteurs du projet de budget.



4. Questions – Réponses

Merci de votre attention !